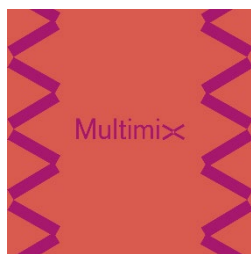


Préfix

Revue interdisciplinaire en études féministes



Hors – numéro MutitmiX Hiver 2026

Article : « **Antiféminismes : la montée d'un phénomène mondial** »

Henninger, Annette. Traduction de l'allemand par Denis Dumas, Révision par Francis Dupuis-Déri

Mots clefs : antiféminisme, anti-genrisme, LGBTIQ+, populisme de droite, extrémisme de droite, *backlash*

Pour citer cet article

Henninger, Annette. 2026 traduit de l'allemand par Denis Dumas, « Antiféminismes : la montée d'un phénomène mondial », *Revue Préfix, MutitmiX* Hiver 2026, Version en ligne:

<https://revues.uqam.ca/prefix/multimix/antifeminismes-la-montee-dun-phenomene-mondial/>

ISSN 2818-0704

Ce travail est sous une licence [CC BY-NC-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

Informations sur la traduction

Traduction de l'allemand par Denis Dumas¹. Révision par Francis Dupuis-Déri

Source du texte original

Paru d'abord sous forme de chapitre dans Carmen Birkle, Christl M. Maier, Susanne Maurer et Bettina Wuttig (dir.), *Geschlechterforschung. Handbuch für Wissenschaft und Praxis*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 2026 (merci pour la permission de reproduire ce texte en version française).

Résumé:

Cet article examine les formes dans lesquelles se manifestent les mobilisations antiféministes aujourd'hui. Il en présente les principales actrices et acteurs, ainsi que leurs stratégies. Les antiféminismes visent de plus en plus à susciter une mobilisation contre la soi-disant « idéologie du genre ». Il s'agit maintenant d'un phénomène mondial, qui s'associe parfois à des discours portant sur des thématiques locales. Ce phénomène, tout comme les recherches et approches explicatives qui lui sont consacrées, est actuellement en plein essor. Nous en présentons ici un aperçu, en esquissant en conclusion les questions en suspens et les défis auxquels font face la recherche sur les genres et les pratiques sociopolitiques touchant les genres.

Note sur la traduction :

Ce texte traduit de l'allemand est la troisième traduction que propose le Chantier sur l'antiféminisme à la revue *Prefix*, qui leur offre ainsi une seconde vie dans une autre langue, et les rend accessibles au lectorat francophone. Le premier numéro de la revue avait proposé « L'antiféminisme de gauche : un syndrome révisionniste », de la théoricienne et militante marxiste Marlene Dixon, un texte qui abordait l'épineuse question des poussées réactionnaires dans la gauche et même l'extrême-gauche, un sujet relativement peu traité dans la littérature académique. Le numéro hors-série de l'été 2025 proposait pour sa part « Le mythe de l'avortement en tant que génocide des Noires : recouvrer nos choix en matière de procréation », de la juriste afro-américaine Shyrisa Dobbins-Harris, qui y discute du problème sensible de l'antiféminisme dans la communauté afro-américaine, adoptant la perspective critique de l'afro-féminisme. Le sujet de l'antiféminisme dans les communautés racisées est aussi un sujet très peu discuté et analysé, à tout le moins à l'extérieur de celles-ci, même si les féministes de ces communautés doivent y faire face. Ce texte avait été retenu après une journée de réflexions organisée en 2022 par le Chantier, en partenariat avec Relais-femmes et la Librairie Racines, précisément sur le croisement entre le racisme et l'antiféminisme abordé à partir de diverses perspectives [pour écouter trois des conférences présentées en cette journée, voir ici :

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLoiVUtiGhGdxnVZPlvpUQJ7dfi4-v9g46>].

Ce troisième texte, lui aussi traduit grâce à l'aide du Réseau québécois en études féministes (RéQEF), a été choisi par le Chantier sur l'antiféminisme, dirigé par la sociologue Mélissa Blais (UQO) et le politologue Francis Dupuis-Déri (UQAM), après deux journées d'études à l'Université de Fribourg, en mai 2024, organisées en collaboration avec l'historienne Pauline Milani, et auxquelles participaient des spécialistes de l'antiféminisme et de l'anti-genre (ou anti-diversité). Un dialogue fécond s'y est développé entre ces deux perspectives au sujet de deux phénomènes de plus en plus souvent imbriqués l'un à l'autre. Consciente de cette imbrication, la politologue

¹ N.d.T. Cette traduction est rendue possible grâce à l'appui financier du Chantier sur l'antiféminisme du Réseau québécois d'études féministes (RéQEF). Je remercie Francis Dupuis-Déri pour son aide lors de la révision du texte.

Danielle Coenga-Oliveira (Université de Montréal) a d'ailleurs forgé l'expression « politiques antiféministes-anti-genre » (PAFAG) pour parler de cette convergence réactionnaire au Brésil, en particulier sous le gouvernement de Jair Bolsonaro. Or il y a encore peu de textes abordant ces deux phénomènes de front, d'où l'intérêt de traduire en français ce texte de Annette Henneinger, politologue et spécialiste du genre, de l'Université de Marbourg, en Allemagne. C'est aussi une manière de rendre hommage au travail très important qu'elle a effectué sur l'antiféminisme et l'anti-diversité, depuis plusieurs années, et qui s'inscrit dans un vaste corpus allemand d'écrits sur le sujet qui reste largement méconnu au Québec, puisque bien peu de personnes y maîtrisent cette langue. Le Chantier sur l'antiféminisme en profite pour remercier l'équipe très efficace de la revue *Prefix*, en particulier Bronja Hildgen, pour tout son travail, et l'accueil qu'elle réserve aux textes que nous proposons pour élargir notre compréhension de l'antiféminisme, et ici de l'anti-genre ou anti-diversité.

1. Introduction : l'antiféminisme contre l'« idéologie du genre »

Le caractère apparemment « naturel » du genre (Geschlecht)², au sens d'une opposition binaire entre hommes et femmes, de même que les représentations de la famille nucléaire hétérosexuelle comme fondement de l'ordre social, est ancré profondément dans notre compréhension de la vie quotidienne. Au cours des dernières années, ces représentations ont été bousculées par la popularité des débats théoriques issus des études sur le genre (Gender Studies) qui considèrent le genre comme une construction sociale, ainsi que par les débats entourant les réformes politiques qui concernent les sexes et les genres aux plans national et international, tout comme par l'activisme queer issu de la diversité LGBTIQ+³. Les opposant·es à cette conception du genre fourbissent leurs armes discursives : depuis les années 1990, le concept de « genre » et ceux qui y sont associés, par exemple l'« idéologie du genre », sont utilisés dans les luttes politiques sur la scène internationale (Mayer, Ajanovic, Sauer 2018). Il s'agit de stigmatiser certaines perspectives de recherche et certaines politiques publiques en les qualifiant d'idéologiques, sous prétexte qu'elles viseraient à favoriser les femmes et les minorités sexuelles et de genre, menaçant ainsi l'ordre sexuel binaire soi-disant naturel ou voulu par Dieu, le bien des enfants, la famille traditionnelle et, par là, le fondement de la société (voir par exemple Kuhar, Paternotte 2017). Ces différentes mobilisations peuvent être vues comme une manifestation actuelle de l'antiféminisme (Henneinger, Birsl 2020). Elles s'associent à des aspirations antidémocratiques et ce phénomène a pris récemment une ampleur considérable, notamment en Allemagne. Il fait en sorte que les attaques antiféministes, dépassant de plus en plus le cercle des chercheur·euses et des activistes directement impliqués, ont attiré l'attention de l'opinion publique. Cependant, l'antiféminisme n'est pas un phénomène nouveau ; au contraire, il est aussi vieux que le féminisme lui-même et il apparaît dans des vagues

² N.d.T. On distingue en français le « sexe » (biologique) et le « genre » (l'identité sexuelle socialement construite). Pris isolément, le terme allemand « Geschlecht », peut avoir ces deux significations. Il peut avoir la même signification que le « genre » français dans des expressions comme « soziales Geschlecht ». De plus, on utilise aussi le terme « Gender » en allemand. La traduction française de « Geschlecht » doit donc tenir compte des contextes dans lesquels il est employé.

³ L'acronyme « LGBTIQ+ » désigne les orientations non hétérosexuelles et les identités de genre qui dépassent les représentations binaires de la sexualité (en anglais : gay, bisexuel, trans, inter, queer, etc.). L'adjectif queer est employé ici dans le même sens.

de mobilisation associées chaque fois à des thématiques locales, ainsi qu'à des conflits qui concernent les genres dans l'ordre social.

Dans la première partie de cet article, nous nous baserons sur nos propres recherches pour expliquer comment s'expriment les antiféminismes et comment ils se distinguent à la fois du sexisme et des conceptions conservatrices du genre. En second lieu, on s'efforcera de voir qui sont les acteur·rices derrière les mobilisations antiféministes, et de suivre le développement historique des vagues de mobilisation antiféministes en mettant l'accent sur l'intensification des campagnes antiféministes depuis le début des années 2000. Parallèlement à ces campagnes, la recherche consacrée à l'antiféminisme et aux mobilisations anti-genre a développé un champ de recherche inter- et transdisciplinaire qui connaît un essor considérable. Nous présenterons un aperçu des controverses suscitées par l'explication des mobilisations antiféministes, au sein de ces recherches. En conclusion, nous aborderons les questions en suspens et les défis auxquels font face la recherche sur le genre et la pratique concrète des politiques du genre.

2. L'antiféminisme et les mobilisations anti-genre : un champ de recherche en plein essor

2.1 Qu'est-ce que l'antiféminisme ?

Tandis que la misogynie et le sexisme tentent de propager ou de légitimer l'idée de l'infériorité des femmes, l'antiféminisme s'oppose au féminisme, ainsi qu'aux mouvements sociaux des femmes et des personnes queers qui défendent des aspirations politiques visant à surmonter les inégalités et les hiérarchies dans l'ordre des genres et dans les régimes sexuels. Ainsi, l'antiféminisme est bien plus qu'une simple attitude personnelle (voir par exemple Schmincke 2018). Les mobilisations antiféministes sont menées de manière ciblée par des acteurs·rices interconnecté·es dans des réseaux transnationaux, afin d'attiser les ressentiments ou d'atteindre certains objectifs politiques. Elles peuvent ainsi devenir des mouvements sociaux sous la forme d'un réseau d'acteur·rices et d'organisations issues de la société civile (voir par exemple Kuhar, Paternotte 2017). Cependant, des acteurs·rices religieux·ses (Strube et coll. 2021) et médiatiques (Aigner, Lenz 2023), tout comme des scientifiques (Näser-Lather 2020), des partis politiques (parfois gouvernementaux) — surtout issus du conservatisme de droite et de l'extrême droite (Sauer 2017, Petö, Grzebalska 2018, Hülägü 2020) —, ainsi que des acteurs·rices étatiques (Verloo 2018), peuvent aussi prendre part à des campagnes antiféministes.

Dans le contexte de nos propres recherches, nous comprenons l'antiféminisme comme une position reposant sur une vision du monde et animée par des tendances antidémocratiques (Henninger, Birsl 2020, Birsl 2020). Par conséquent, l'antiféminisme est « un contre-mouvement, basé sur une vision du monde, qui est chaque fois immanent à un processus historique correspondant d'émancipation, d'universalisation, de libéralisation et d'abolition des normes dans les rapports entre les genres » (Birsl 2020 : 47). Ce contre-mouvement s'oppose à la démocratisation des rapports de pouvoir et de domination androcentriques (lesquels rapports suivent le modèle de la masculinité hétéronormative). Ainsi, les conceptions conservatrices relatives à la politique du genre ne sont pas toutes antiféministes ni antidémocratiques. Cette ligne est franchie quand des représentations traditionnelles hétéronormatives du genre, des orientations sexuelles ou des identités de genre sont déclarées être la seule conception possible, en référence aux prétendus « trois N » — la nature, la

normalité, la nation ethniquement homogène (Paternotte, Kuhar 2017: 259 s.) — ou à des fondements religieux absolus (Strube et coll., 2021) et quand ceux et celles qui ont des idées politiques différentes sont considérées comme des ennemies ou — pour utiliser le vocabulaire complotiste — comme les marionnettes des élites mondiales. Une fois cette ligne franchie, le débat entre les divers points de vue concernant l'aménagement des rapports entre les genres devient impossible, comme le montrent les stratégies discursives de l'antiféminisme actuel.

Ces stratégies, en plus de reprocher à la recherche et aux politiques sur les genres et les sexes d'être idéologiques, construisent des scénarios de menaces, opèrent avec de fausses informations et des théories complotistes et produisent une forte polarisation selon un schéma « ami-ennemi » (z.B. Mayer, Ajanociv, Sauer 2018; Blum 2019, Henninger, Birsl 2020), ainsi que des exclusions discursives des « Autres » (c.-à-d. les musulman·es), associées à la rhétorique de la protection de « nos » femmes (Dietze 2017). De la même façon, un programme homophobe et transphobe s'associe à la rhétorique de la protection des personnes homosexuelles ou transgenres contre les « Autres » musulman·es, prétendument rétrogrades (Wielowiejski 2024, Goetz 2024).

Ces modèles discursifs, observables au niveau transnational, peuvent être librement transposés à de nouvelles thématiques et adaptés à des contextes particuliers (Paternotte 2023). Ils peuvent s'associer au racisme (Dietze 2017), à l'antisémitisme (Stögner 2022), à la pensée ethnonationaliste (völkisch) (Lang, Peters 2018), ainsi qu'à l'anti-intellectualisme et à l'hostilité envers les élites (Mayer, Ajanociv, Sauer 2018). La popularisation transnationale des discours antiféministes dans les médias sociaux (Doerr, Svatonova 2023) facilite les réseautages fluides autour de certaines thématiques. Avec la commercialisation des médias, cette popularisation alimente les scandales et les mises en scène de débats sur les genres qui « brisent les tabous » et contribuent à empoisonner la culture du dialogue (Aigner, Lenz 2023: 723).

2.2 De l'antiféminisme aux antiféminismes

La vague de mobilisation antiféministe actuelle s'oppose principalement au « genre » ou, plus exactement, à une prétendue « idéologie du genre » et c'est pourquoi Schmincke (2018 : 19) parle d'un antiféminisme centré sur le genre. En revanche, Scheele (2015 : 33) diagnostique un déplacement de l'antiféminisme « centré sur les hommes » vers un antiféminisme « centré sur la famille », lequel vise la protection de la famille nucléaire hétéronormative face au danger des « minorités » sexuelles et de l'« idéologie du genre », atteignant ainsi un spectre politique plus large. Cependant, un survol des mobilisations actuelles montre qu'il s'agit plutôt d'une coexistence que d'une succession de différentes formes d'antiféminismes (Henninger 2020).

En mettant actuellement l'accent sur la nouveauté de la « mobilisation anti-genre », on risque en outre de perdre de vue les continuités historiques. Le concept d'antiféminisme a été forgé en allemand dès 1902 par Hedwig Dohm (1831-1919), qui militait dans le premier mouvement des femmes en Allemagne et qui voyait dans l'antiféminisme des analogies avec l'antisémitisme. Cette idée a reçu une confirmation empirique grâce à une étude historique d'Ute Planert (1998) qui portait sur la *Ligue pour lutter contre l'émancipation des femmes* (*Deutscher Bund zur Bekämpfung der Frauenemanzipation*) dans l'Empire allemand wilhelmien. Cette ligue était principalement composée d'organisations provenant du spectre nationaliste-conservateur et ethnonationaliste et elle s'opposait à l'octroi du droit de vote aux femmes. Les groupes qui la soutenaient —

principalement des hommes issus de la bourgeoisie, appuyés par quelques femmes qui craignaient que les revendications du mouvement féministe ne mettent en péril leur mode de vie — associaient

l'opposition à l'émancipation des femmes à l'antisémitisme, au nationalisme, à l'hostilité envers la démocratie, au refus du parlementarisme, à l'anticapitalisme, à la lutte contre la social-démocratie, ainsi qu'au refus de la civilisation urbaine et de la société de masse, dans le cadre d'une critique globale de la modernité. Ses symboles secrets étaient « le Juif » et « la femme ». (Planert 1998 : 260)

Après l'apparition, dans le sillage des mouvements étudiants des années 1960, de nouvelles vagues de mobilisation dans les mouvements féministes et critiques de l'hétéronormativité, au courant des années 1970, la partie adverse s'organisa elle aussi. Aux États-Unis, la libéralisation du droit à l'avortement (1973) a suscité une contre-mobilisation d'opposition à l'avortement qui provenait la plupart du temps du camp conservateur et chrétien fondamentaliste (Heinemann 2023). Cette mobilisation comptait parmi celles qui furent interprétées comme des contre-mouvements antiféministes (Chafetz, Dworkin 1987), comme un *backlash* contre les femmes qui étaient sur le marché du travail (Faludi 1991) ou comme faisant partie des *Culture Wars* (guerres culturelles) entre les forces conservatrices et progressistes (Heinemann 2023). Le nouveau renforcement de l'antiféminisme au courant des années 1980, y compris en Allemagne, fut lui aussi perçu comme un *backlash* contre le féminisme (Schmincke 2018 : 31). On ne recommença à utiliser l'« antiféminisme » comme une catégorie analytique que dans les années 1990 (Blum 2019 : 37).

Le discours actuel contre le « genre » et le « genrisme » a été lancé, après la Conférence internationale sur la population et le développement au Caire (1994) et la Conférence mondiale sur les femmes à Pékin (1995) de l'Organisation des Nations Unies (ONU), par des forces ultra-conservatrices de l'Église catholique, afin d'intervenir contre les revendications politiques concernant les sexes et l'égalité (Kuhar, Paternotte 2017 ; Datta 2018). Ce débat est toutefois resté confiné dans les cercles catholiques ultra-conservateurs. Le discours anti-genre ne fut utilisé qu'après le tournant du millénaire comme un « liant symbolique » (*symbolic glue*) (Kováts, Põim 2015) pour mobiliser un spectre d'acteurs·rices d'idéologies diverses dans des réseaux transnationaux.

Depuis lors, les mobilisations antiféministes mondiales contre le « genre » sont encouragées principalement par ce réseau transnational où se croisent le conservatisme religieux et le fondamentalisme, d'une part, et la droite et l'extrême droite, d'autre part (voir par exemple, Gutiérrez Rodríguez, Tuzcu, Winkel 2018, Graff, Kapur, Walters 2019, Correa 2022). Les partis politiques au pouvoir et les dirigeants des régimes autoritaires (par exemple en Pologne, en Hongrie, en Turquie, au Brésil, en Tunisie et en Égypte) découvrent eux aussi l'utilité des discours anti-genre pour résister aux revendications de leurs oppositions concernant l'égalité des genres et l'amélioration de la situation des LBGTIQ+ (Graff/Korolczuk 2022, Hülágü 2021, Correa 2022, Griffon et coll. 2021). Ces mobilisations ont mené, entre autres, à des attaques visant les *Gender Studies* (Näser-Lather 2020), au licenciement de chercheurs·euses sur les genres – par exemple en

Tunisie et en Turquie (Griffon et coll. 2021) — ou à l’interdiction de cette discipline dans les universités — comme en Hongrie (Petö 2021) –, à des campagnes dirigées contre la prétendue « sexualisation précoce » des enfants par l’éducation à la sexualité ou aux questions de genre (Oldemeier, Backöfer, Maurer 2020), contre le mariage des couples de même sexe (Kuhar, Paternotte 2017), pour le renforcement des droits des hommes (Eslén-Ziya, Bjørnholt 2022), contre le changement de sexe pour les personnes transsexuelles (Klapeer, Nüthen 2024) et contre l’écriture inclusive (Beck 2024). Ces mobilisations se sont aussi traduites par des tentatives de restreindre l’accès à l’avortement (Achtelik 2018, Graff, Korolczuk 2022).

Aux yeux des adversaires d’une prétendue « idéologie du genre », les programmes des organisations internationales concernant les droits reproductifs, les politiques d’égalité et d’antidiscrimination pour les femmes et les minorités sexuelles sont à la fois le résultat d’un complot mené par des élites internationales et d’un impérialisme occidental ou d’un colonialisme (Grzebalska, Petö 2018, Bodur Ün, Arikan 2022) – voire d’un « Ebola de Bruxelles » (Korolczuk, Graff 2018). Ce discours permet notamment à la Russie, dans sa guerre contre l’Ukraine depuis 2022, de dénigrer l’Union européenne en la qualifiant de « Gayropa » (Kratochvíl, O’Sullivan 2023). À côté du Vatican et des organisations non gouvernementales ultra-conservatrices, des États conservateurs catholiques ainsi que certains États postsoviétiques ou d’allégeance musulmane s’efforcent d’occuper des positions importantes au sein des structures consultatives et décisionnelles de l’Union européenne, du Conseil de l’Europe et des Nations Unies, afin de rétablir la « famille naturelle » et de combattre l’« idéologie du genre » (Cupać, Ebetürk 2020).

2.3 Expliquer l’antiféminisme : questions controversées dans la recherche

Les travaux portant sur l’antiféminisme et sur les mobilisations anti-genre sont devenus, au cours des dernières années, un champ de recherche inter- et transdisciplinaire en plein essor. Ils nous ont fourni une variété d’études de cas qui se limitent la plupart du temps à un ou deux domaines de recherche. Nous commençons à peine à les organiser de manière systématique et théorique. Les premières tentatives visant à produire un survol de ce champ de recherche émergent commencent par distinguer différents points de vue explicatifs ou approches disciplinaires.

Henninger (2020) identifie trois approches analytiques parmi les recherches sur l’antiféminisme en sciences sociales : 1. Du *point de vue de la théorie de la modernisation*, l’antiféminisme apparaît comme un malaise causé par le changement des rapports entre les genres, lequel s’exprime par des *attitudes individuelles et des types de comportement*. Planert (1998 : 13) voyait déjà dans l’antiféminisme de l’Empire wilhelmien l’expression d’un « malaise civil face à la modernité », au vu du changement économique et social accéléré, et de la formation du mouvement féministe. Selon Schmincke (2018), les changements sociaux actuels s’accompagnent, d’une part, de promesses de liberté et d’égalité et, d’autre part, de la perte des anciennes conceptions de l’ordre et des privilèges. Elle définit l’antiféminisme comme « des attitudes et des types de comportement [...] dirigés respectivement contre le féminisme et ses acquis » (Schmincke 2018 : 28) et elle l’interprète comme une réaction à cette constellation ambivalente. D’autres autrices interprètent l’antiféminisme comme une stratégie de défense contre la remise en question des modèles conventionnels du rapport entre les genres (Villa 2017) ou comme une stratégie permettant aux

hommes de gérer leurs peurs liées à la précarisation (Wimbauer, Mokatef, Teschlade 2015). 2. L'observation de *l'antiféminisme comme acteur collectif* se concentre sur les *organisations antiféministes* (par exemple, Planert 1998) ou sur les *mouvements sociaux* (par exemple, Kuhar, Paternotte 2017). Elle examine les dynamiques qui se jouent entre les mobilisations féministes et antiféministes, les groupes qui les portent et les stratégies collectives qu'ils utilisent. Selon Chafetz et Dworkin (1987), la probabilité qu'il y ait des mobilisations antiféministes augmente quand certains éléments des élites sociales s'attendent à en retirer une influence sur les politiques publiques et quand des groupes sociaux estiment que leurs intérêts ou leurs privilèges sont menacés par des revendications visant l'égalité politique. Pour Kuhar et Paternotte (2017), les campagnes anti-genre en Europe font partie d'un mouvement transnational qu'ils étudient au moyen du répertoire conceptuel de la recherche sur les mouvements sociaux. Ils examinent le cadrage stratégique des discours anti-genre, le répertoire protestataire qu'ils utilisent et les structures d'opportunité qui influencent leurs succès. Cependant, des recherches remettent en question l'opportunité de comprendre les mobilisations anti-genre comme des mouvements sociaux, parce que des acteurs·rices y prennent part sans être organisés·es sous cette forme.³ Le groupe de recherche de Marburg⁴ propose de conceptualiser l'antiféminisme comme une *position basée sur une vision du monde et animée par des tendances antidémocratiques* (Henninger, Birsl 2020, Birsl 2020) ; ce modèle met en relief les liens de l'antiféminisme avec le populisme de droite et l'extrême droite. Il s'inspire des connaissances provenant de la recherche sensible au genre, qui porte sur l'extrême droite et le populisme de droite (par exemple, Wilde, Meyer 2018, Mayer, Ajanovic, Sauer 2018, Dietze, Roth 2020). Cette recherche soutient que les conceptions (naturalisées) de la division sexuée du travail et de la famille comme communauté de reproduction ont toujours été au cœur des projets de société de droite. Ce qui est nouveau, c'est que la visibilité des femmes dans les plus hautes fonctions politiques est actuellement utilisée de manière stratégique par les partis politiques de droite afin de mobiliser les électrices (Gutsche 2018) ; ces partis s'approprient aussi une part des revendications féministes (Dietze 2017) ou des mouvements *queers* (Wielowiejski 2024, Goetz 2024) qu'elles s'intègrent à leur vision de la société. Dans l'ensemble, selon Birgit Sauer (2017 : 10), le genre « est devenu depuis longtemps un élément central de la mobilisation populiste de droite ». Le discours sur le « genre », dit-elle, peut être compris, avec Antonio Gramsci, comme faisant partie d'un combat pour l'hégémonie sociale, contre des tendances à la libéralisation et à la modernisation sociales.

Paternotte (2023) identifie cinq axes de recherche à partir de diverses disciplines : 1. Les *études en sciences des religions* qui s'étaient d'abord concentrées sur le catholicisme, avant d'élargir leur perspective vers les relations entre l'Église et l'État, et vers d'autres communautés de croyant·es ; 2. Les *recherches sur l'extrémisme de droite et le populisme* ont souligné l'importance de la famille hétéronormative comme fondement des conceptions de la nation et de la reproduction (nationale) qui sont défendues dans ces courants, en y ajoutant progressivement des analyses des processus de

⁴ Plusieurs projets de recherche interdisciplinaires portant sur l'antiféminisme ont été réalisés à l'Université de Marburg au cours des dernières années, notamment le projet qui a été soutenu par le Ministère fédéral de l'Éducation et de la Recherche : « KRisE der GeschlechterVERhältnisse? Anti-Feminismus als Krisenphänomen mit gesellschaftsspaltendem Potenzial (REVERSE) (2017-2020, <https://www.uni-marburg.de/de/genderzukunft/forschung/reverse> und Henninger/Birsl 2020). – N.d.T. En français : « Crise des relations entre les sexes ? L'antiféminisme, un phénomène de crise susceptible de diviser la société ».

dé-démocratisation et de la montée des soi-disant démocraties « illibérales » ; 3. *En économie politique, les analyses* de la montée du néolibéralisme associé au conservatisme moral en Grande-Bretagne et aux États-Unis ; par contre, la restructuration néolibérale qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique en Europe de l'Est a conduit à la montée de forces politiques autoritaires qui ont utilisé la rhétorique anti-genre dans leur critique réactionnaire du néolibéralisme ; 4. *Une lecture postcoloniale* des mobilisations anti-genre impute ces dernières à des inégalités de pouvoir pendant le processus d'intégration européenne, ces inégalités ayant attisé le ressentiment envers l'Europe et l'« Occident » ; 5. Les *études sur le genre* ont expliqué les politiques anti-genre non seulement par les débats sur le *backlash*, mais aussi comme une réaction à la dé-naturalisation et à la déstabilisation de l'ordre traditionnel des sexes et des régimes sexuels, après que les minorités sexuelles et de genre sont devenues plus visibles. Pour sa part, Paternotte rejette l'interprétation des mobilisations anti-genre par le *backlash*. Il lui reproche de cautionner une compréhension mécaniste de l'histoire et de se baser sur une conception réductrice des politiques féministes et LGBTQ+, laquelle ne reflète pas la diversité interne de ces deux positions. On peut ajouter que cette conception ne voit pas les « zones grises » dans lesquelles les acteurs·rices provenant de différents camps se rassemblent derrière des revendications communes, par exemple, pour s'opposer à l'immigration et au droit à l'autodétermination des personnes transsexuelles (Beck, Habed, Henninger 2023). Paternotte (2023 : 84) interprète plutôt les mobilisations anti-genre comme faisant partie d'un combat pour l'hégémonie politique qui vise l'instauration d'un nouvel ordre politique, moins libéral et moins démocratique.

3. Conclusion et perspectives. L'antiféminisme – défis et questions en suspens

L'antiféminisme contemporain et les mobilisations actuelles contre le « genre » ont mis à l'écart une image poussiéreuse, héritée du passé. Paternotte (2023) observe l'apparition, au cours des dernières décennies, d'une professionnalisation, d'une transnationalisation et d'un rajeunissement du spectre de ses acteurs·rices, incluant la création d'organisations dotées de ressources importantes, ainsi que la modernisation des discours et des stratégies grâce à des emprunts faits auprès des mouvements sociaux progressistes, combinés à des stratégies populistes.

La recherche sur les antiféminismes doit faire face au défi de garder une vue d'ensemble sur la diversité des mobilisations et sur les thématiques locales ; elle doit aussi faire progresser la théorisation du phénomène, ainsi que les études comparatives systématiques. Ces tâches incluent, par exemple, la question de savoir comment se développent les vagues de mobilisation antiféministes au fil du temps. Les antiféminismes ont atteint un premier point culminant à l'aube du XX^e siècle, pour connaître ensuite une longue « période de latence » jusque dans les années 1990. Pourquoi sont-ils redevenus si virulents de nos jours ? Comment doit-on étudier systématiquement de telles mobilisations dans différents pays en tenant compte des conditions contextuelles qui les entourent, par exemple celles de la culture politique, afin d'augmenter nos connaissances sur les facteurs de réussite décisifs de ces tentatives de mobilisation et ainsi, de pouvoir développer des contre-stratégies mieux adaptées à l'antiféminisme ?

À différents niveaux, on travaille aussi sur ces contre-stratégies hors des milieux universitaires. En Allemagne, les fondations politiques publient depuis longtemps des brochures d'information présentant des argumentaires pour contrer les mobilisations antiféministes (par exemple, Beck,

Stiegler 2017 et le document *Gender raus! Zwölf Richtigstellungen zu Antifeminismus und Gender-Kritik*, publié par les instituts Rosa Luxemburg Stiftung et Heinrich-Böll-Stiftung, 2017). La Fondation Amadeu Antonio publie régulièrement des informations mises à jour contre les discours antiféministes dans divers domaines⁵. Depuis peu, des baladodiffusions informent aussi un public plus large sur ce phénomène⁶.

Dans le domaine de l'éducation politique — par exemple l'éducation sexuelle, la sensibilisation au genre et à la discrimination, et l'éducation à la démocratie —, on trouve en grand nombre des expertises et des programmes pédagogiques destinés à divers groupes, afin de contrer les mobilisations antiféministes. Toutefois, ces offres pédagogiques ne sont pas bien implantées dans les institutions et elles souffrent d'un sous-financement chronique. En Allemagne, c'est un domaine où la réalisation des projets dépend largement des programmes de soutien et, par là même, des priorités et des contraintes budgétaires établies aux différents niveaux politiques, incluant la politique fédérale. Les spécialistes réclament depuis longtemps une augmentation de l'offre pédagogique pour œuvrer à la prévention contre l'antiféminisme et l'extrémisme de droite (Wittenzellner, Klemm 2020). En outre, on réclame aussi une meilleure protection pour les personnes visées, par exemple, par les discours haineux et la violence d'extrême droite (Rahner 2020).

En conclusion, les analyses présentées ici montrent bien que l'antiféminisme actuel est associé à des tendances qui menacent la démocratie. À plusieurs égards, cela peut entraîner des conséquences désastreuses : non seulement les démocraties permettent-elles des changements de pouvoir par les élections, mais elles accordent aussi des droits justiciables — civils, politiques et (à des degrés divers) sociaux —, bien que la protection réelle de ces droits soit limitée par le fait que les groupes marginalisés, comme les femmes et les LGBTIQ+, ont d'abord dû et doivent encore mener des luttes sociales et politiques pour y avoir accès (dans les faits). Les processus de dé-démocratisation restreignent précisément les possibilités de négocier démocratiquement les relations entre les genres. La prévention de l'antiféminisme exigerait donc un élargissement des possibilités de participation politique et sociale, afin de mettre en place les conditions propices à la transformation de la démocratie comme forme de domination en une démocratie comme pratique vécue.

⁵ www.amadeu-antonio-stiftung.de/antifeminismus/.

⁶ Par exemple, la série de baladodiffusions de la journaliste indépendante Lina Dahm : « Antifeministische Allianzen » (n.d.T. en français : « Alliances antiféministes »), en février 2024 : <https://antifeministischeallianzen.wordpress.com/home/podcast/>, ainsi que la série en six épisodes produite en 2025 par l'Agence fédérale pour l'éducation civique (Bundeszentrale für politische Bildung, bpb) : « Taking the Red Pill – Einstiegsdroge Antifeminismus » : (<https://www.bpb.de/mediathek/podcasts/taking-the-red-pill/>). – N.d.T. En français : « Prendre la pilule rouge – l'antiféminisme, une drogue d'initiation »).

Bibliographie

(2017), *Gender raus! Zwölf Richtigstellungen zu Antifeminismus und Gender-Kritik*, Rosa-Luxemburg-Stiftung et Heinrich-Böll-Stiftung

https://www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/sonst_publicationen/Gender_Raus.pdf

(consulté le 2 avril 2024).

Achtelik, Kirsten (2018), « Für Föten und Werte. Die „Lebensschutz“-Bewegung in Deutschland », dans Juliane Lang et Ulrich Peters (dir.), *Antifeminismus in Bewegung: Aktuelle Debatten um Geschlecht und sexuelle Vielfalt*, Hamburg, Marta Press, p. 117-138.

Aigner, Isolde, Ilse Lenz (2023), « Antifeminismus und Antigenderismus in medialen und digitalen Öffentlichkeiten », dans Johanna Dorer, Brigitte Geiger, Brigitte Hipfl und Viktorija Ratković (dir.), *Handbuch Medien und Geschlecht*, Wiesbaden, Springer Fachmedien Wiesbaden, p. 721–730.

Beck, Dorothee (2024), « The Crusade Against Gender-Inclusive Language in Germany – A Discursive Bridge Between the Far Right and the Civic Mainstream », dans Dorothee Beck, Adriano José Habed, Annette Henninger (dir.), *Blurring Boundaries – ‘Anti-Gender’ Ideology Meets Feminist and LGBTIQ+ Discourses*, Opladen/Farmington Hills, Verlag Barbara Budrich, p. 109-126.

Beck, Dorothee, José Adriano Habed, Annette Henninger (dir.) (2024), « Blurring Boundaries – ‘Anti-Gender’ Ideology Meets Feminist and LGBTIQ+ Discourses », Opladen/Farmington Hills, Verlag Barbara Budrich.

Beck, Dorothee, Barbara Stiegler (2017), *Das Märchen von der Gender-Verschwörung. Argumente für eine geschlechtergerechte und vielfältige Gesellschaft*, Berlin. <http://library.fes.de/pdf-files/dialog/13544> (consulté le 2 avril 2024).

Birsl, Ursula (2020), « Paradoxien und Aporien des Antifeminismus. Eine demokratietheoretische Einordnung », dans Annette Henninger, Ursula Birsl (dir.), *Antifeminismen. 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potential?*, Bielefeld, Transcript, p. 43-58. www.transcript-verlag.de/978-3-8376-4844-7

Blum, Rebekka (2019), *Angst um die Vormachtstellung. Zum Begriff und zur Geschichte des deutschen Antifeminismus*, Hamburg, Marta Press.

Bodur Ün, Marella/ Harun Arıkan (2022), « Europeanization and De-Europeanization of Turkey's Gender Equality Policy: The Case of the Istanbul Convention », *JCMS: Journal of Common Market Studies*, vol. 60, no. 4, p. 945-962.

Chafetz, Janet Saltzman, Anthony Gary Dworkin (1987), « In the face of threat: Organized antifeminism in comparative perspective », *Gender & Society*, vol. 1, no. 1, p. 33-60.

Corrêa, Sonia (dir.) (2022), *Anti-Gender Politics in Latin America in the Pandemic Context*, Rio de Janeiro, Sexuality Policy Watch. <https://sxpolitics.org/GPAL/uploads/E-book-Covid-EN.pdf> (consulté le 2 avril 2024).

Cupać, Jelena, Irem Ebetürk (2020), « The Personal is Global Political: The Antifeminist Backlash in the United Nations », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 22, no. 4, p. 702-714.

Datta, Neill (2018), « Restoring the Natural Order. The Religious Extremists' Vision to Mobilize European Societies Against Human Rights on Sexuality and Reproduction », Brussels: European Parliamentary Forum for Sexual and Reproductive Rights », dans Gabriele Dietze (2017), *Sexualpolitik: Verflechtungen von Race und Gender*, Frankfurt a.M., Campus.

Dietze, Gabriele, Julia Roth, (dir.) (2020), *Right-Wing Populism and Gender: European Perspectives and Beyond*, Bielefeld, Transcript.

Doerr, Nicole, Eva Svatonova (2023), « How Anti-LGBTQI* and Anti-Gender Imaginary Translate Great Replacement Theories Online », *European Journal of Politics and Gender*, numéro spécial « Activism, Agency, and Acts of Translating Gendered Belongings and Concepts », vol. 7, no. 1, p. 83-101.

Dohm, Hedwig (2014 [1902]), *Die Antifeministen*, Paderborn, Salzwasser Verlag.

Eslen-Ziya, Hande, Margun Bjørnholt (2023), « Men's Rights Activism and Anti-feminist Resistance in Turkey and Norway », *Social Politics: International Studies in Gender, State & Society*, vol. 30, no. 1, p. 213-238.

Faludi, Susan, (1993 [1991]), *Backlash : La guerre froide contre les femmes*, Paris, Des femmes-Antoinette.

Goetz, Judith (2024), « Navigating Transphobia and Trans-Chauvinism: Effects of Right-Wing Policies on Trans People in the AfD », dans Dorothee Beck, Adriano José Habed, Annette Henninger (dir.) (2024), *Blurring Boundaries – 'Anti-Gender' Ideology Meets Feminist and LGBTQ+ Discourses*, Opladen/Farmington Hills, Verlag Barbara Budrich, p. 47-67.

Graff, Agnieszka, Ratna Kapur, Suzanna Danuta Walters (2019), « Introduction: Gender and the Rise of the Global Right », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 44, no. 3.

Graff, Agnieszka, Elżbieta Korolczuk (2022), *Anti-Gender Politics in the Populist Moment*, Abingdon-New York, Routledge.

Griffon, Lucille, Laura Clough, Charlotte Pruth, Maria Johansson (2021), « Contesting Gender Equality in the MENA Region: Case Studies of Tunisia, Egypt and Turkey », dans Katie Washington, Damjan Denkovski, Nina Bernarding (dir.), *Power over Rights. Understanding and countering the transnational anti-gender movement*, vol. II, Berlin, Centre for Feminist Foreign Policy, p. 68-75.

Gutiérrez Rodríguez, Encarnación, Pinar Tuzcu, Heidemarie Winkel (dir.) (2018), « Introduction: Feminisms in Times of Anti-Genderism, Racism and Austerity », *Women's Studies International Forum*, no. 68, p. 131-141.

Gutsche, Elisa (dir.) (2018), *Triumph der Frauen: The Female Face of the Far Right in Europe*, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung.

Heinemann, Isabel (2023), *Family Values: Divorce, Working Women, and Reproductive Rights in Twentieth-Century America*, Boston, De Gruyter.

Henninger, Annette (2020), « Antifeminismen: 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potenzial? », dans Ursula Birsl (dir.), *Antifeminismen: 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potential?*, Bielefeld, Transcript, p. 9-40.

Henninger, Annette, Ursula Birsl (dir.) (2020): *Antifeminismen. 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potential?*, Bielefeld, Transcript.

Hülagü, Funda (2020), *Organized Anti-feminism in Turkey: A Quick Picture*, Heinrich-Böll-Stiftung Gunda Werner Institute Feminismus und Geschlechterdemokratie.

Klapeer, Christine M., Inga Nüthen (2024), « Securitizing trans bodies, (re)producing lesbian purity. Exploring the discursive politics of 'gender critical' activists in the UK and Germany », dans D. Beck et al. (dir.), *Blurring Boundaries – 'Anti-Gender' Ideology Meets Feminist and LGBTIQ+ Discourses*, Opladen-Farmington Hills, Verlag Barbara Budrich, p. 25-46.

Korolczuk, Elżbieta, Agnieszka Graff (2018), « Gender as "Ebola from Brussels": The Anticolonial Frame and the Rise of Illiberal Populism », *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, vol. 43, no. 4, p. 797-821.

Kováts, Eszter, Maari Pöim, (dir.) (2015), *Gender as Symbolic Glue. The Position and Role of Conservative and Far Right Parties in the Anti-Gender Mobilizations in Europe*, Budapest, Foundation for European Progressive Studies and Friedrich-Ebert-Stiftung.

Kratochvíl, Petr, Míla O'Sullivan (2023), « A war like no other: Russia's invasion of Ukraine as a war on gender order », *European Security*, vol. 32, no. 3, p. 347-366.

Kuhar, Roman, David Paternotte (dir.) (2017), *Anti-Gender Campaigns in Europe: Mobilizing against Equality*, Londres-New York, Rowman & Littlefield International.

Lang, Juliane, Ulrich Peters (dir.) (2018), *Antifeminismus in Bewegung: Aktuelle Debatten um Geschlecht und sexuelle Vielfalt*, Hamburg, Marta Press.

Mayer, Stefanie, Edma Ajanovic, Birgit Sauer (2018), « Kampfbegriff 'Gender-Ideologie'. Zur Anatomie eines diskursiven Knotens, Das Beispiel Österreich », dans Julian Lang, Ulrich Peters, (dir.), *Antifeminismus in Bewegung, Aktuelle Debatten um Geschlecht und sexuelle Vielfalt*, Hambourg, Marta Press UG, p. 37-59.

Näser-Lather, Marion (2020), « Wissenschaftler_innen vs. Gender Studies. Argumentationen, Wirkungen und Kontexte einer 'wissenschafts'-politischen Debatte », dans Annette Henninger, Ursula Birsl (dir.), *Antifeminismen. 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potential?*, Bielefeld, Transcript, p. 105-148.

Oldmeier, Anna Lena, Ferdinand Backöfer, Susanne Maurer, Katharina Aleksin (2020), « Divergenz, Ambivalenz, Kongruenz. Verhältnisbestimmungen zwischen antifeministischem Diskurs und pädagogischem Feld », dans Annette Henninger, Ursula Birsl (dir.), *Antifeminismen. 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potential?*, Bielefeld, Transcript, p. 231-264.

Paternotte David (2023), « Victor Frankenstein and his creature: the many lives of “gender ideology” », *International Review of Sociology*, vol. 33, no. 1, p. 80-104.

Paternotte, David, Roman Kuhar (2017), « The Anti-Gender Movements in Comparative Perspective », dans R. Kuhar, D. Paternotte (dir.), *Anti-Gender Campaigns in Europe: Mobilizing Against Equality*, Londres-New York, Rowman & Littlefield International, p. 253-276.

Petö, Andrea (2021), « Feminist Stories from an Illiberal State: Revoking the License to Teach Gender Studies in Hungary at a University in Exile (CEU) », dans Katharina Bluhm, Gertrud Pickhan, Justyna Stypinska, Agnieszka Wierzholska (dir.), *Gender and Power in Eastern Europe: Societies and Political Orders in Transition*, Wiesbaden, Springer VS, p. 35–44.

Petö, Andrea, Weronika Grzebalska (2018), « Gendered Modus Operandi of the Illiberal Transformation in Hungary and Poland », *Women's Studies International Forum*, vol. 68, p. 164-172.

Planert, Ute (1998), *Antifeminismus im Kaiserreich*, Göttingen, Vandenhoeck und Rupprecht.

Rahner, Judith (2020), « Tödlicher Antifeminismus: Antisemitismus, Rassismus und Frauenfeindlichkeit als Motivkomplex rechtsterroristischer Attacken », dans Annette Henninger, Ursula Birsl (Hrsg.), *Antifeminismen: 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potential?*, Bielefeld, Transcript, p. 337-352.

Sauer, Birgit (2017), « Gesellschaftstheoretische Überlegungen zum europäischen Rechtspopulismus. Zum Erklärungspotential der Kategorie Geschlecht », *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 58, no. 1, p. 1-20.

Scheele, Sebastian (2015), « Das trojanische Zombie-Pferd. Fünf Thesen zu einer diskursiven Verschiebung im gegenwärtigen Antifeminismus », dans Friedrich Burschl (dir.), *Aufstand der ‚Wutbürger‘: AfD, christlicher Fundamentalismus, Pegida und ihre gefährlichen Netzwerke. Dokumentation des Gesprächskreises Rechts zu den Treffen in Halle und Rostock*, Berlin, Rosa-Luxemburg-Stiftung, 32-46. www.rosalux.de/fileadmin/rls_uploads/pdfs/rls_papers/Papers_GK-Rechts.pdf (consulté le 2 avril 2024).

Schmincke, Imke (2018), « Frauenfeindlich, sexistisch, antifeministisch? Begriffe und Phänomene bis zum aktuellen Antifeminismus », institut Heinrich-Böll-Stiftung, 3 août.

Stögner, Karin (2022), « der Intersektionalität », dans Astrid Biele Mefebue, Andrea D. Bührmann, Sabine Grenz (dir.), *Handbuch Intersektionalitätsforschung*, Wiesbaden, Springer VS, p. 93-108.

Strube, Sonja A., Rita Perintfalvi, Raphaela Hemet, Miriam Metze, Cicek Sahbaz (dir.) (2021), *Anti-Genderismus in Europa: Allianzen von Rechtspopulismus und religiösem Fundamentalismus*, Bielefeld, Transcript Verlag.

Verloo, Mieke (dir.) (2018), *Varieties of Opposition to Gender Equality in Europe*, Londres, Routledge.

Villa, Paula-Irene (2017), « „Anti-Genderismus“: German Angst? », Roman Kuhar, David Paternotte (dir.), *Anti-Gender Campaigns in Europe: Mobilizing Against Equality*, Londres-New York, Rowman & Littlefield International, p. 99-116.

Wielowiejski, Patrick (2024), « Anti-Muslim Articulations: Ethnosexist Common Sense and Gay Politics in the Alternative for Germany », dans Dorothee Beck, Adriano José Habed, Annette Henninger (dir.), *Blurring Boundaries – ‘Anti-Gender’ Ideology Meets Feminist and LGBTIQ+ Discourses*, Opladen-Farmington Hills, Verlag Barbara Budrich, p. 91-106.

Wilde, Gabriele, Birgit Meyer (2018), « Die Macht des Autoritären und die Gefährdung demokratischer Geschlechterverhältnisse: Eine Einleitung », *Femina Politica*, vol. 27, no. 1, p. 9-21.

Wimbauer, Christine, Mona Mokatef, Julia Teschlade (2015), « Prekäre Selbstverständlichkeiten: Neun prekarisierungstheoretische Thesen zu Diskursen gegen Gleichstellungspolitik und Geschlechterforschung », dans Sabine Hark, Paula-Irene Villa (dir.), *Anti-Gen-derismus: Sexualität und Geschlecht als Schauplätze aktueller politischer Aus-einandersetzungen*, Bielefeld, Transcript, p. 41-57.

Wittenzellner, Ulla, Sarah Klemm (2020), « Pädagogik zu Antifeminismus. Bedarfe – Vorgehen – Schlussfolgerungen », dans Annette Henninger, Ursula Birsl (dir.), *Antifeminismen: 'Krisen'-Diskurse mit gesellschaftsspaltendem Potential?*, Bielefeld, Transcript, p. 323-335.